

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE LUI A ÉTÉ CONSACRÉE HIER

L'économie de la santé en débat à l'APN

La politique de l'importation du médicament, le coût de leur importation, les remboursements de la Sécurité sociale, et bien des titres à ce propos ont fait couler beaucoup d'encre, ces dernières années, à travers les différents supports médiatiques.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Hier matin, au siège de l'Assemblée nationale, une journée d'étude sur la place de l'économie de la santé dans la prise de décision politique et évaluation du plan national de lutte contre le cancer a été organisée. Cette journée était modérée par le P^r Louisa Chachoua, le P^r Messaoud Zitouni, membre du Conseil de la Nation, le D^r Djawad Bourkaïeb, directeur général de la Sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le P^r Mondher Toumi, professeur de santé publique à l'Université d'Aix-en-Provence, à Marseille, et le D^r Miloud Kaddar, économiste de la santé, consultant indépendant.

Les quatre intervenants, qui ont offert à l'assistance des conférences de haute qualité, se rejoignent sur un même point, celui de combattre la guerre des ego au sein du secteur et d'arriver à répandre la culture du consensus multidisciplinaire sur le diagnostic et le traitement, afin d'établir une plateforme de données, laquelle permettra d'établir des études à long terme et, de là, à adopter la gestion adéquate du secteur médical et pharmaceutique, car «si le budget de la santé publique (de par le monde) est en chute libre, le nombre des molécules prometteuses est en développement constant», a déclaré le P^r Zitouni.

Afin de promouvoir l'accès thérapeutique, il faudrait introduire des outils performants pour voir si les prix sont légitimes», a déclaré le D^r Bourkaïeb, «puisque le prix facial de la molécule est escompté à l'aide des accords privés avec les payeurs qui peuvent être financiers ou résultants d'accord». Dans ce contexte, le D^r Miloud Kader a rappelé que la facture des médicaments anti-cancer a augmenté de 800%, entre 2008 et 2016, dont 63% des thérapies ciblées et d'hématologie, en 2015.

Au vu des contraintes budgétaires en Algérie, il faudrait savoir gérer l'accès aux innovations thérapeutiques. Aussi, un médicament innovant n'est pas obligatoirement celui qui est cher ou nouveau, ni celui qui nous vient des pays occidentaux, mais celui issu du développement de consensus

puisque'il peut répondre à un besoin non satisfait jusqu'à lors et qui a un impact sur la baisse de la morbidité et la mortalité et a un rapport bénéfice-risque favorable et qui donnerait un résultat sur l'évaluation. Sur le plan économique, le coup le plus fatal apporté à la trésorerie serait d'avoir des bio-similaires, c'est-à-dire des médicaments qui ont différents noms, mais qui ont une même fonctionnalité (ciblent la migraine et autres douleurs). Dans ce rang, l'Algérie compte 650 bio-similaires. Le problème mondial avec l'innovation thérapeutique reste le coût de la recherche, la protection par le brevet et le monopole sur le marché, sans qu'il y ait véritablement une preuve d'efficacité en vie réelle. Aussi, l'offre et de la demande observent une forte dynamique en Algérie, puisque la demande est croissante, à cause des transitions épidémiologiques et les transitions sociologiques.

L'Algérie est passée d'un taux de 600 000 à 1 million de naissances par an et l'espérance de vie qui augmente génère bien des maladies. Une des causes du passage de la maladie transmissible à la maladie chronique est, selon le P^r Zitouni, la «rurbanisation», disons la ruée vers les villes ou l'exode rural.

Un changement radical dans les habitudes de la vie de tous les jours, l'installation du stress, les changements alimentaires, puisque le passage de la vie rurale à la vie urbaine exige aussi le passage du régime alimentaire sain, à celui du fast-food et toutes les répercussions qu'il englobe.

Quant aux facteurs de la demande, ils sont différents. Le P^r Zitouni a énuméré le nombre croissant des médecins, mais surtout celui des spécialistes qui ne suivent généralement pas le même protocole, ni n'utilisent les mêmes molécules pour traiter le même problème de santé et, du coup, la dépense totale de santé par habitant en Algérie est passée de 61,30 dollars en 2000 à 361,73 dollars en 2014. Il faudrait également savoir que le marché pharmaceutique en Algérie est le premier en Afrique, puisqu'il a atteint les 6 milliards de dollars en 2014.

Quant aux sources de finance-

ment des médicaments, elles viennent du Trésor auquel il a coûté en l'an 2000, 38 milliards de dinars, à la Sécurité sociale 36 milliards de dinars ; et des ménages 26 milliards de dinars, passant respectivement, en 2014 aux montants de 44 milliards DA, 31 milliards de dinars et 25 milliards de dinars. Le P^r Zitouni a également souligné que la croissance du PIB était nettement supérieure aux dépenses de la santé en l'an 2000, mais que la courbe des dépenses s'est inversée en 2015, dépassant celle du PIB de loin. De là, le gouvernement a procédé à la baisse du budget du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH), en dinar courant en 2015-2017 et la contribution de la Sécurité sociale audit budget a été marquée à hauteur de 17,07% en 2015.

Aussi, les achats de la Pharmacie centrale des hôpitaux par classe thérapeutique sont classés comme suit : 36% pour la cancérologie, 21% pour l'hémato et hémostase, 10% pour l'infectiologie et 9% pour tout ce qui est métabolisme, diabète asthme, etc. Seulement, explique le même professeur, le rationnement dans les budget n'est pas une solution, puisque les retombées ne peuvent être que dramatiques et engendrer un effet de mécontentement et des effets perturbateurs. Par contre, la rationalisation peut se faire en procédant à l'identification des besoins prioritaires, la réduction des influences, la collecte de l'analyse des données, ce qui regroupera tous les gestionnaires de la santé à pouvoir adopter la meilleure solution après concertation.

Le D^r Bourkaïeb a souligné que le système de remboursement en Algérie est basé sur la solidarité,



Photo : DR

68% des dépenses des assurances sociales couvrent uniquement l'achat des médicaments.

la répartition et l'affiliation obligatoire, basé sur quatre caisses nationales, à savoir la Cnas, la Casnos, la CNR et la Cnac qui assurent 21 catégories de la population. Ce système bismarkien permet l'accessibilité aux soins essentiels, mais également les revenus de remplacement qui vont de 80 à 100% des tarifs de référence des traitements, l'assurance de la maternité, mais également l'assurance de près de 3 millions deux cent mille retraités. L'objectif du secteur de la Sécurité sociale est, selon le D^r Bourkaïeb, d'étendre le champ de couverture, d'améliorer l'accessibilité aux soins, de la moderniser, tout en préservant les équilibres financiers. Il a également souligné que l'Algérie a développé le système de convention que ce soit avec les pharmacies, au nombre de 10 500, ou les cliniques privées qui procèdent aux opérations chirurgicales que ce soit en cardiologie, au nombre de 17, ou autres spécialités comme l'hémodialyse, au nombre de 164.

La carte Chifa, au nombre de 12 600 000 unités, permet de cou-

vrir 36 millions de personnes de manière directe et indirecte (ayants droit). Aussi, il faudrait savoir que 68% des dépenses des assurances sociales couvrent uniquement l'achat des médicaments.

Les articles 97 et 98 de la loi de finances 2017 ont prévu le plafonnement des volumes des médicaments onéreux.

Pour conclure, le P^r Zitouni a préconisé des campagnes de prévention contre les maladies, en plus des nombreuses démarches à suivre, citées antérieurement. Quant au D^r Bourkaïeb, «les décisions ne doivent pas passer devant l'essentiel, que ce soit sur le plan quantitatif ou qualitatif. Il ne faut financer ni les structures, ni les médicaments, mais le résultat.

Pour cela, il faudrait mettre en place des capacités d'évaluation et dans la concertation, opter pour la solution adéquate et ainsi passer du plus au mieux, en procédant à une meilleure utilisation des moyens, qu'ils soient le matériel ou le médicament».

M. A.-S.

PROCÈS DES MEMBRES DE LA SECTE AHMADIYA À ORAN

2 ans de prison ferme pour tous les accusés

Mise en délibéré depuis une semaine, le tribunal d'Es-Senia a rendu hier son verdict dans l'affaire des quatre jeunes membres d'une association créée en lien avec la secte El Ahmadiya. Pour rappel, le parquet avait requis 2 ans de prison ferme à leur encontre et 200 millions de centimes d'amende. Accusés de création d'association sans autorisation et de collecte de fonds de manière illégale, les mis en cause ont été condamnés à 2 ans de prison ferme assortis de 300 millions de centimes d'amendes. De son côté, la partie civile, représentant le ministère des Affaires religieuses, a demandé le dinar symbolique. Les trois accusés présents durant leur procès

(le quatrième étant en prison à Mostaganem, dans le cadre d'une autre affaire) avaient reconnu que c'est à travers YouTube et le site internet d'Al Ahmadiya qu'ils ont pris connaissance de ce mouvement et décidé de créer une association à cet effet sous l'appellation «Ahmed El Kheir». L'agrément leur avait été refusé ce qui ne les a pas empêchés d'exercer au nom de ladite association, collectant ainsi près de 150 millions de centimes, prévus pour la construction d'une mosquée à Blida, avaient-ils révélé. Absents hier lors de l'énonciation du verdict, les accusés ont 10 jours pour faire appel.

Amel Bentolba

11^e SALON DE L'EMPLOI ET DE LA CRÉATION

«Un carrefour en quête de compétences»

«L'emploi et la création d'entreprises pour booster le développement économique». C'est le thème retenu par les organisateurs de la 11^e édition du Salon national du recrutement et de l'entrepreneuriat. La manifestation se déroulera sur trois jours, soit du 18 au 20 avril du mois prochain.

Selon les organisateurs, le Salon, qui revient pour la onzième année consécutive, se veut être un «carrefour de rencontres entre les entreprises et les administrations en quête de compétences et de nouvelles

recrues et les universitaires à la recherche d'un emploi, d'un stage ou d'informations pour créer leur entreprise». La même source a ajouté que ce Salon «est devenu aujourd'hui un événement d'envergure et un rendez-vous incontournable pour les entreprises.» «Cette manifestation d'utilité publique a pour vocation de mettre en contact direct les entreprises à la recherche de compétences et les diplômés afin de leur permettre de trouver un emploi ou un stage, de les guider dans le choix de leur carrière et de les préparer à la création de leur propre entreprise», lit-on dans la fiche d'information rendue publique lors d'un point de presse. A

cet effet, les organisateurs ont indiqué que le Salon en question qui se tiendra au niveau de l'esplanade de Ryadh el Feth s'étalera sur trois jours et intégrera une plateforme de débats et d'échanges entre recruteurs et diplômés, à travers un cycle de conférences thématiques et d'ateliers avec l'assistance active des organismes officiels du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. En somme et selon la même source, le salon «carrefour et emploi» s'adresse aux diplômés, aux professionnels demandeurs d'emploi ou souhaitant créer leur propre entreprise, mais également aux étudiants à la recherche de stages, ainsi qu'à tous ceux,

étudiants ou diplômés, qui veulent renforcer leurs compétences et savoir-faire au moyen d'une formation complémentaire». Enfin, lors du point de presse qui s'est tenu à Ryadh El Feth, les organisateurs du Salon ont indiqué que «cet événement peut être une bonne opportunité pour disposer d'une vitrine afin d'assurer la promotion d'une entreprise ou d'un organisme de formation». «Ce sont plusieurs dizaines d'entreprises qui interviennent dans des secteurs d'activité très différents (informatiques, télécoms, aéronautique, industrie, agroalimentaire, automobile, BTPH, services...), qui recruteront en direct».

R. N.